Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-566** **26/07/2018**

Date de mise en application : 26/07/2018
Diffusion : Tout public

Date limite de mise en œuvre : 26/07/2018
Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 17

Objet : Appel à candidatures 2eme cercle : 19 postes.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence nationale de sécurité sanitaire alimentation, environnement, travail (ANSES) :

- 1 poste de chargé(e) de projet en toxicologie (agent contractuel cat. 2) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 09 août 2018.

- 1 poste de chargé(e) de projet H2020 (agent contractuel cat. 2) à Angers (49).
Date limite de candidature : 24 août 2018.

- 1 poste de chargé(e) de projet en virologie (agent contractuel cat. 2) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 09 août 2018.

-1 poste de technicien de laboratoire en virologie (H/F) (agent contractuel cat. 3) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 09 août 2018.

- 1 poste de chargé(e) de projet en virologie UGVB (agent contractuel cat. 2 ou catégorie A) à Ploufragan (22).
Date limite de candidature : 28 septembre 2018.

Agence Française pour la Biodiversité :

- 1 poste de géomaticien antenne de façade Atlantique (H/F) (catégorie A) à Bordeaux (33) ou Nantes (44)
Date limite de candidature : 10 septembre 2018.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chef(fe) de service des affaires financières et contractuelles (catégorie A) à Montreuil (93) – poste susceptible d'être vacant.
Date limite de candidature : 31 août 2018.

Direction générale des Politiques agricoles, agroalimentaire et des territoires / Service Europe et internationale / bureau de la Mondialisation et de la Sécurité Alimentaire :

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en Afrique de l'ouest (H/F) (catégorie A) au Nigéria – Lagos.
Date limite de candidature : 14 septembre 2018.

Ministère de l'agriculture / FAO Rome :

- 1 poste de coordinateur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition/HLPE
Date limite de candidature : 26 septembre 2018.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste de secrétaire administratif et financier (F/H) (catégorie B) à Arles (13).
Date limite de candidature : 01 septembre 2018.

- 1 poste de gestionnaire de paie (F/H) (catégorie B) à Auffargis (78).
Date limite de candidature : 31 août 2018.

- 2 postes d'opérateur chargé de la lutte contre l'érismature rousse (catégorie B) à Nantes (44).
Date limite de candidature : 01 septembre 2018.

- 2 postes d'opérateur chargé de la lutte contre l'érismature rousse (catégorie B) à Martigné-sur-Mayenne (53).

Date limite de candidature : 01 septembre 2018.
-

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de chargé(e) mission « Interface Terre-Mer » (catégorie A) à Rochefort (17).
Date limite de candidature : 24 août 2018.

- 1 poste d'assistant administratif (H/F) en charge des marchés publics (catégorie B) à Rochefort (17).
Date limite de candidature : 30 août 2018.

Parc national du Mercantour :

- 1 poste de collaborateur gestion financière (H/F) (catégorie B) à Nice (06).
Date limite de candidature : 31 août 2018.

Parc national de La Réunion :

- 1 poste d'adjoint(e) au responsable de secteur (catégorie A) à Petite-Ile (La Réunion) .
Date limite de candidature : 14 août 2018.

Adjointe au Chef du Service des Ressources Humaines

VENET-LOPEZ Laurence

Date : 19/07/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de projet en toxicologie – Mission « tabac » (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques - Mission « tabac »

La direction de l'évaluation des risques assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Missions / contexte

L'action conjointe pour la lutte antitabac (JATC, http://jaotc.eu/), projet financé au niveau européen par le programme Santé 2014-2020, a été conçue pour venir en appui à la mise en œuvre de la directive européenne sur les produits du tabac (2014/40/UE) qui définit les règles régissant la fabrication, la présentation et la vente des produits du tabac et des produits connexes (cigarettes électroniques,…). Dans le cadre de sa mission d'expertise et d'information conférée à l'occasion de la transposition en France de cette directive et en qualité de partenaire de JATC, l'Anses intervient dans différentes tâches du projet, dont celles relatives à l'analyse des données toxicologiques sur les ingrédients et additifs du tabac et du vapotage. Placée sous la responsabilité d'un préfigurateur, la mission s'inscrit dans le cadre général des travaux de l'Agence en matière de sécurité sanitaire, notamment ceux conduits dans le domaine des substances chimiques des produits de consommation ou des risques liés à la qualité de l'air.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du responsable et en collaboration avec l'équipe scientifique de la mission « tabac », le chargé de projet en toxicologie (H/F) devra conduire l'analyse des données et des rapports transmis par les fabricants et importateurs de produits du tabac et produits connexes, conformément au programme de travail du projet JATC et de ses différentes actions (*work packages* -WP) :

Activités

- Evaluer les rapports des pétitionnaires concernant quinze additifs des cigarettes et du tabac à rouler, figurant sur une liste prioritaire et soumis à des obligations de déclaration forcées (WP9) ;
- Fournir un appui aux experts de l'Anses ainsi qu'aux experts nommés dans le cadre du projet JATC pour réaliser une revue critique de ces études (WP9) ;
- Contribuer à l'analyse des données transmises sur les produits du tabac (WP6) et les produits du vapotage (WP7), plus particulièrement celles relatives à la toxicologie des ingrédients ;
- Rédiger les éléments livrables de l'Anses sur ces actions du projet ;
- Participer aux réunions sur l'avancement du projet ;
- Plus généralement, participer aux travaux d'expertise de l'Anses dans le cadre de saisines ou d'appuis scientifiques et techniques en lien avec les experts du groupe de travail « Produits du tabac et du vapotage » ;
- Assurer une veille en matière de toxicologie règlementaire et de dangers liés aux substances contenues ou émises par les produits du tabac et produits connexes.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 en sciences (biologie, chimie, santé environnementale, santé publique, pharmacie…) avec une spécialisation en toxicologie.
Minimum BAC +3.

Expériences similaires

- Débutant accepté ;
- Expérience dans l'évaluation règlementaire des substances chimiques (additifs alimentaires, médicaments, REACh, CLP, biocides, intrants du végétal…).

Compétences

- Toxicologie règlementaire ;
- Revue bibliographique ;
- Connaissance des règlements REACh et CLP ;
- Maîtrise de l'anglais scientifique (lu, écrit, parlé) – niveau B2/C1
- Capacités de synthèse et de communication écrite et orale ;
- Aptitude organisationnelle, rigueur et dynamisme ;
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe ;

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 9 août 2018

Renseignements sur le poste : Benoît LABARBE (benoit.labarbe@anses.fr, 01 49 77 13 09)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-091 à :** recrutement@anses.fr

Date : 23/07/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de projet – H2020 (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée jusqu'au 11/04/2021**
Localisation	**Angers (49)**
Prise de fonction	**Novembre 2018**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de la Santé des Végétaux Unité de coordination de la référence
Missions / contexte	Le Laboratoire de la santé des végétaux (LSV) assure sur six sites spécialisés des missions de référence et d'analyses officielles, en tant que « laboratoire national de référence » (LNR) sur les organismes nuisibles dans le champ de la santé des végétaux. L'unité de coordination de la référence (UCR), est une unité transversale du laboratoire de la santé des végétaux, qui anime et coordonne les travaux de ces six unités spécialisée, dans le domaine de la référence (management de la qualité, validation de méthodes d'analyses, organisation d'essais interlaboratoires d'aptitude…).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et de son suppléant, le chargé de projet aura pour missions d'animer et coordonner un projet de recherche à financement communautaire dans le domaine de la santé des végétaux, et plus particulièrement la validation de méthodes d'analyse. Le projet rassemble un consortium de laboratoires européens, dont l'activité est financée par le programme européen de recherche H2020. Le chargé de projet accompagnera aussi les unités techniques du LSV concernées dans la réalisation des tâches liées au projet :

Activités

- Assurer la mise en œuvre du projet de façon efficace et suivre sa réalisation selon l'échéancier défini contractuellement avec les instances communautaires
- Suivre l'avancement des lots de travail (*Work Package*) en lien avec les responsables de lots
- Mettre à jour et construire, si nécessaire, des outils de suivis administratifs et financiers
- Animer le partenariat et assurer la liaison avec les partenaires du consortium et les services communautaires chargés du suivi du projet ; apporter conseil et gérer d'éventuelles difficultés rencontrées
- Appuyer le personnel Anses dans le pilotage des tâches scientifiques et techniques mises en œuvre dans le cadre du projet
- gérer les aspects administratifs et financiers du projet notamment en assurant l'interface avec les services internes de l'Anses pour toutes les questions techniques, administratives et financières relatives au projet, en établissant les liens nécessaires avec les partenaires et intervenants externes, en assurant la production et consolidation des documents, en veillant au respect des délais, de la qualité et la conformité des résultats produits, en suivant la rédaction des rapports, …
- Assurer le reporting scientifique et financier (en anglais) au sein du consortium et auprès du financeur (Commission européenne – programme H2020)
- Participer à l'organisation logistique et à l'animation des réunions du projet en interne (différents services de l'Anses impliqués dans le projet) et en externe (partenaires du projet), avec le suivi en amont (préparation d'ordre du jour, prise de notes…) et en aval (rédaction de comptes-rendus et reporting associé…) ;
- Participer à la communication concernant le projet et à la mise en œuvre de la valorisation des travaux du projet en interne et en externe

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
- Participation à quelques réunions à l'étranger (Europe)

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : minimum BAC +3 à BAC +5 dans le domaine des sciences agronomiques

Expériences similaires

- Expérience dans le domaine de la phytopathologie
- Expérience en planification / gestion de projet
- Travail en réseau et à distance
- Participation à des projets européens / internationaux
- La connaissance du programme H2020 et de ses règles de fonctionnement serait un plus
- Une connaissance du contexte européen et international en santé des végétaux appréciée

Compétences

- Compétences en gestion de projet
- Aptitude organisationnelle, et de la gestion de la charge de travail, rigoureux(se) et dynamique,
- Compétences scientifiques et/ ou techniques en phytopathologie, pathologie, diagnostic
- Aptitudes relationnelles et capacité à travailler en équipe, diplomatie
- Très bonne maîtrise de l'anglais scientifique oral et écrit (l'anglais est la langue de travail au sein du consortium)
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels) et des outils de communication (skype, visioconférence…)
- Autonomie et réactivité, force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 24 aout 2018

Renseignements sur le poste : Géraldine Anthoine (geraldine.anthoine@anses.fr; 0241207431)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-096 à :** recrutement@anses.fr

Date : 19/07/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de projet en virologie – Fièvre Aphteuse (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Santé Animale, UMR1161 de Virologie, Equipe BioPic

Missions / contexte

L'équipe BioPic est composée de 5 agents, un ingénieur de recherche HC responsable de l'équipe, une chargé de recherche, une assistante ingénieure et deux techniciens. L'équipe mène des activités de référence, d'expertise et de recherche dans le cadre de ses mandats de référence pour la fièvre aphteuse (FA), la maladie vésiculeuse du porc et la stomatite vésiculeuse. Pour la fièvre aphteuse, l'équipe est en charge des activités relatives aux mandats de Laboratoire National de référence, Laboratoire OIE de référence, Centre de Référence FAO et Laboratoire de Référence de l'Union Européenne. Elle assure le diagnostic virologique (isolement viral, ELISA Ag), moléculaire (RT-PCR) et sérologique (SN, ELISA). Elle caractérise les virus isolés par typage, séquençage et analyse phylogénique. L'équipe maintient une veille épidémiologique sur la circulation du virus dans le monde à travers sa participation à des réseaux de collaboration (OIE/FAO, REMESA, RESOLAB, …). En France, l'équipe assure le diagnostic d'urgence de la FA en cas de suspicion et cela 24h/24 et 7j/7. Elle conduit le diagnostic sous assurance qualité et est accrédité ISO17025 par le Cofrac pour ces analyses.
En parallèle, l'équipe mène une activité de recherche en lien direct avec ses missions de référence. Elle développe et valide des méthodes d'analyse et conduit des projets de caractérisation des virus circulants et d'épidémiologie moléculaire en collaboration avec les pays endémiques. Dans un domaine de recherche plus fondamentale, l'équipe s'intéresse aux interactions du virus de la FA et son hôte et en particulier aux mécanismes d'établissement et de maintien de la persistance virale.
Des sessions de formation au diagnostic de la FA sont dispensées en cas de besoin par l'équipe aux techniciens d'autres laboratoires au niveau international soit à l'Anses soit dans leur pays d'origine. L'équipe accueille et forme également des étudiants en BTS, master et thèse.
Les membres de l'équipe participent régulièrement, à la demande de l'OIE, FAO, UE ou DGAL, à des missions de formation et/ou d'expertise. Ils sont également amenés à participer en tant qu'experts à des ateliers et des réunions sur la fièvre aphteuse.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

L'équipe BioPic est en charge de mandats de référence pour la fièvre aphteuse, la maladie vésiculeuse du porc et la stomatite vésiculeuse. Dans le cadre de la fièvre aphteuse, l'équipe assure les mandats de Laboratoire national de référence, Laboratoire OIE de référence, Centre collaborateur FAO et Laboratoire de référence de l'UE. Elle mène des activités de diagnostic, de recherche, d'expertise et de formation. Sous l'autorité du responsable d'équipe et directeur du LRUE, le chargé de projet en collaboration avec les membres de l'équipe sera en charge d'assister le responsable dans les activités de référence et de recherche :

Activités

A ce titre il ou elle aura comme tâche :

- L'élaboration, la conduite, le suivi et la valorisation de projet de recherche
- Développer des partenariats de recherche
- Répondre à des appels à projets de recherche
- Seconder le responsable en cas de besoin dans des missions d'expertise au niveau national, européen et international
- Participer à l'élaboration et la gestion du programme de travail du LRUE
- Maintenir une veille épidémiologique et bibliographique sur la FA
- Elaborer et maintenir une base de données de séquençage du virus FA et réaliser en cas de besoin des analyses phylogénétiques
- Participer en cas de besoin aux activités de diagnostic
- Elaboration et mise en place des essais inter laboratoire organisés par l'équipe
- Mise en place et maintien de l'assurance qualité
- Participer à la bonne gestion du laboratoire
- Présenter les résultats des travaux en français et en anglais à des réunions et des congrès
- Former des stagiaires et des étudiants

Conditions particulières

- Travail en laboratoire confiné de niveau 3
- Mobilisation 24h/24 et 7j/7 en cas de suspicion de la fièvre aphteuse pour la réalisation du diagnostic
- Astreinte pour le diagnostic d'urgence.
- Déplacements à l'étranger

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum BAC + 3 en virologie

Expériences similaires

- Expérience dans le domaine de virologie
- Expérience dans le domaine de la référence est appréciée
- Connaissances en bioinformatique (appliquée la phylogénie) souhaitées
- Expérience en laboratoire d'analyse et de recherche souhaitée

Compétences

- Compétences en virologie, biologie moléculaire, analyse de séquence, phylogénie,
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale en anglais
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)
- Maitrise d'analyse des séquences et phylogénie
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 9 août 2018

Renseignements sur le poste : Labib BAKKALI KASSIMI (labib.bakkali-kassimi@anses.fr, Tél. 0149771317

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-092 à :** recrutement@anses.fr

Date : 19/07/2018

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en virologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Laboratoire de Santé Animale, UMR1161 de Virologie, Equipe BioPic

Missions / contexte

L'Unité Mixte de Recherche (UMR) 1161 « Virologie » du Laboratoire de Santé Animale est une unité sous tutelles INRA, ANSES et ENVA située sur le campus de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort à Maisons-Alfort. La personne recrutée travaillera dans l'équipe biologie des Picornavirus (BioPic) composée de 4 agents : un ingénieur de recherche responsable de l'équipe, une chargé de recherche, une assistante ingénieure et un technicien. L'équipe mène des activités de référence, d'expertise et de recherche dans le cadre de ses mandats de référence pour la fièvre aphteuse (FA), la maladie vésiculeuse du porc et la stomatite vésiculeuse. Pour la fièvre aphteuse, l'équipe est en charge des activités relatives aux mandats de Laboratoire National de référence, Laboratoire OIE de référence, Centre de Référence FAO et Laboratoire de Référence de l'Union Européenne. Elle assure le diagnostic virologique (isolement viral, ELISA Ag), moléculaire (RT-PCR) et sérologique (séroneutralisation, ELISA). Elle caractérise les virus isolés par typage, séquençage et analyse phylogénique. L'équipe maintient une veille épidémiologique sur la circulation du virus dans le monde à travers sa participation à des réseaux de collaboration (OIE/FAO, REMESA, RESOLAB, …). En France, l'équipe assure le diagnostic d'urgence de la FA en cas de suspicion et cela 24h/24 et 7j/7. Elle conduit le diagnostic sous assurance qualité et est accrédité ISO17025 par le Cofrac pour ces analyses.
En parallèle, l'équipe mène une activité de recherche en lien direct avec ses missions de référence. Elle développe et valide des méthodes d'analyse et conduit des projets de caractérisation des virus circulants et d'épidémiologie moléculaire en collaboration avec les pays endémiques. Dans un domaine de recherche plus fondamentale, l'équipe s'intéresse aux interactions du virus de la FA et son hôte et en particulier aux mécanismes d'établissement et de maintien de la persistance virale.
Des sessions de formation au diagnostic de la FA sont dispensées en cas de besoin par l'équipe aux techniciens d'autres laboratoires au niveau international soit à l'Anses soit dans leur pays d'origine. L'équipe accueille et forme également des étudiants en BTS, master et thèse.
Les membres de l'équipe participent régulièrement, à la demande de l'OIE, FAO, UE ou DGAL, à des missions de formation et/ou d'expertise. Ils sont également amenés à participer en tant qu'experts à des ateliers et des réunions sur la fièvre aphteuse.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

L'équipe BioPic est en charge de mandats de référence pour la fièvre aphteuse, la maladie vésiculeuse du porc et la stomatite vésiculeuse. Dans le cadre de la fièvre aphteuse, l'équipe assure les mandats de Laboratoire national de référence, Laboratoire OIE de référence, Centre collaborateur FAO et Laboratoire de référence de l'UE. Elle mène des activités de diagnostic, de recherche, d'expertise et de formation. Sous l'autorité du responsable d'équipe, et en collaboration avec les membres de l'équipe, la personne recrutée aura pour mission de participer aux activités d'appui scientifique et technique en lien avec les mandats de référence.

Activités

- Réalisation des analyses pour le diagnostic sérologique et virologique (séroneutralisation, ELISA, isolement viral, titrage du virus, RT-PCR conventionnelle, RT-PCR en temps réel, séquençage) dans le respect des procédures qualités
- Entretien et infection de lignées cellulaires
- Rédiger un cahier de laboratoire et rendre compte des résultats
- Mise en forme et analyse des résultats
- Réalisation et optimisation de protocoles dans le cadre de projets de recherche (immunochimie, biologie moléculaire, biologie cellulaire…),
- Gestion de la maintenance des appareils de laboratoire et de leur entretien
- Gestion des stocks de consommables et de leur suivi
- Participation aux activités relatives à l'organisation des EILA, à la production de matériaux de référence, à la validation de méthodes
- Contribution à la mise sous assurance qualité et à l'obtention/maintien des accréditations : application stricte des procédures, révision des documents, élaboration de procédures et modes opératoire…
- Participation aux travaux de recherche
- Formation des stagiaires

Conditions particulières

- Travail en laboratoire confiné de niveau 3
- Mobilisation 24h/24 et 7j/7 en cas de suspicion de la fièvre aphteuse pour la réalisation du diagnostic
- Astreinte pour le diagnostic d'urgence.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac minimum à bac +2/+3 - BTS/DUT et/ou licence en biologie souhaitée (formation en virologie et/ou en biologie moléculaire et cellulaire appréciée).

Expériences similaires : Expérience en laboratoire souhaitée

Compétences

- Aptitude au travail en équipe, pour des tâches très diverses.
- Sens de l'organisation.
- Compétences en virologie et biologie moléculaire souhaitées.
- Rigueur.
- Compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions.
- Utilisation des logiciels bureautiques (traitement de texte, tableur, …).
- Une bonne connaissance en assurance qualité et sur les risques biologiques serait appréciée.
- Appliquer les bonnes pratiques de laboratoire.
- Capacité rédactionnelle et aptitude à la communication orale en anglais seraient appréciées.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 9 août 2018

Renseignements sur le poste : labib.bakkali-kassimi@anses.fr, sandra.blaise-boisseau@anses.fr, aurore.romey@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-093 à :** recrutement@anses.fr

Date : 19/07/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de projet en virologie – UGVB (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Ploufragan (22)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Ploufragan-Plouzané
L'unité Génétique Virale et Biosécurité (GVB)

Le laboratoire de Ploufragan-Plouzané intervient sur la santé et le bien-être des volailles, des lapins et des porcs, ainsi que sur la sécurité sanitaire des aliments qui en sont issus, et sur la santé des poissons. Il participe, dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, de veille, d'épidémiologie et d'expertise scientifique et technique de l'Agence

Missions / contexte

L'unité Génétique Virale et Biosécurité composée de 15 personnes, est une unité à positionnement transversal avec une forte orientation de son activité axée sur l'innovation en méthodologie.
Elle contribue grâce à une dynamique de plateforme (NGS) à fournir un environnement scientifique et technique propice aux activités de recherche et de référence du laboratoire de Ploufragan-Plouzané ainsi qu'aux autres laboratoires de l'Anses.
L'UGVB a acquis depuis sa création une maîtrise approfondie de la virologie moléculaire et de ses outils (transcriptomique, vectorisation, ADN plasmidiques réplicatifs, VLP,…).
Ces outils ont été mis en œuvre dans le cadre de nombreuses collaborations avec d'autres unités de Ploufragan ou au sein de réseaux internationaux (Ex : COMPARE, VETBIONET).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le chargé de projet en virologie est en charge de piloter des projets scientifiques sur la virologie des animaux de rentes, particulièrement les suidés, et le risque d'émergence virale. Il dispose pour mener cette mission des ressources et des compétences d'une équipe pluridisciplinaire.

Activités

- Construire et animer un projet scientifique
- Développer et coordonner des projets de recherche
- Coordonner et animer une équipe autour d'un projet scientifique
- Réaliser et suivre des travaux de recherche
- Développer des méthodes et/ou outils d'analyse
- Valoriser les résultats d'étude/de recherche obtenus
- Assurer une veille sanitaire dans son domaine d'intervention
- Rechercher et construire des partenariats scientifiques
- Appuyer le chef d'unité dans le pilotage scientifique de l'unité

Conditions particulières

- Travail en milieu confiné
- Manipulation d'agents pathogènes

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 3 minimum à BAC +8 en virologie ou biologie (thèse d'université) nécessaire

Expériences similaires

- Expérience requise en biologie cellulaire et moléculaire
- Expérience post-doctorale à l'étranger souhaitée
- Niveau I en Expérimentation animale serai apprécié

Compétences

- Garantir la cohérence et l'excellence scientifique d'un projet, d'une thématique
- Bonnes connaissances en biologie moléculaire et cellulaire
- Animer la réflexion scientifique dans son domaine
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Maîtrise de l'anglais à l'écrit (articles scientifiques) comme à l'oral (communications orales et interactions avec collaborateurs étrangers non francophones)
- Aptitude au management
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Identifier les points critiques d'un protocole technique d'analyse
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 28 septembre 2018

Renseignements sur le poste : Yannick BLANCHARD - yannick.blanchard@anses.fr ; Tel : 02 96 01 62 97

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-094 à :** recrutement@anses.fr

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Géomaticien antenne de façade Atlantique (h/f)**
Affectation :	Direction Appui aux politiques publiques – Département Milieux marins – Antenne de façade Atlantique
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef d'antenne Atlantique
Résidence administrative :	Nantes (44) ou Bordeaux (33)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Description du poste

Mission :

Le géomaticien est en charge de l'appui géomatique pour le secteur géographique Aquitaine :

- Créer des données géographiques en lien avec les projets de l'antenne (protocole, structuration) ;

- Identifier des nouvelles données (sources, contacts, contenu) et participer aux réseaux thématiques régionaux ;

- Collecter, intégrer, gérer et standardiser de l'information au niveau de la base de données spatialisées interne ;

- Diffuser des données, métadonnées et produits cartographiques via l'infrastructure de données géographiques Cartomer ;

- Effectuer les Géotraitements, analyses spatiales et valorisation de données géographiques ;

- Assurer le suivi du volet géomatique dans les marchés et partenariats ;

- Conseiller les chefs de projets pour la bancarisation des données récoltées dans le cadre des projets ;

- Participer à l'alimentation des banques du système d'information sur le milieu marin ;

- Accompagner l'ouverture généralisée des données détenues par l'AFB ;

- Contribuer à la valorisation des données à des fins d'information et de sensibilisation des publics ;

- Participer au réseau de compétences des géomaticiens animé par DAPP/DSOD/SDGI, et notamment contribution à la montée en compétences des agents sur l'utilisation de données géographiques ;

- Apporter en particulier un appui spécifique au PNM du bassin d'Arcachon ;

- Participer aux projets géomatiques transversaux ainsi qu'à la collecte des informations ;

- Administrer la base de données ESTAMP (façades maritimes Manche et Atlantique) ;

- Apporter un appui géomatique au réseau Littorea (suite du projet Life pêche à pied de loisirs).

Activités principales :

1. Au niveau du secteur géographique de l'Aquitaine (départements 33-40-64) :

Identification et recueil des nouvelles données

- Identifier les sources et contacts pour les besoins et les missions de l'antenne ;

- Prendre contacts avec les fournisseurs et financeurs de ces données, mettre en place des conventions d'utilisation ;

- Etre le correspondant de l'antenne pour les portails régionaux et profil environnemental Nouvelle Aquitaine.

Collecte, gestion et mise en forme de l'information

- Collecter et mettre en forme les données pour les projets de l'antenne ;

- Assurer un appui géomatique au PNM du bassin d'Arcachon ;

- Progresser vers l'open-data généralisé.

Analyse spatiale et valorisation de données géographiques

- Pour les besoins de réalisation et d'animations des documents d'objectifs des sites Natura 2000 ;

- Pour les besoins de réalisation des analyses de risques pêche dans le cadre de Natura2000 ;

- Pour les besoins de de mise en œuvre du plan de gestion du PNM Bassin d'Arcachon ;

- A la demande des autorités et services de l'Etat (PREMAR, Préfecture, DREAL, DIRM, DDTM) ;

- A la demande des gestionnaires d'AMP ;

- Pour les besoins liés à la réalisation du document stratégique de façade Sud-Atlantique.

2. Au niveau de la façade atlantique :

Base de données spatiales liée au milieu marin et Cartomer

- Alimenter la base de données spatiales liée au milieu marin ;

- Contribuer à la standardisation des données de la base spatiale liée au milieu marin, en lien avec le SAR et le Gimel ;

- Participer à l'alimentation et au maintien à jour de l'infrastructure de données géographiques Cartomer ;

Administration de la base de données ESTAMP

- Gérer les droits d'accès ;

- Mettre à jour les référentiels ;

- Contrôler le bon fonctionnement de l'outil ;

- Diffuser les bonnes pratiques et aide à l'utilisation de l'outil ;

- Extraire et valoriser les données ;

- Etre le référent des données géographiques et des suivis de fréquentation.

Appui géomatique au réseau Littorea (pêche à pied récréative durable)

- Assurer les rendus cartographiques et analyses pour les synthèses nationales du réseau ;

- Centraliser et diffuser les données géographiques ;

- Diffuser la charte cartographique issue du Life Pêche à Pied de Loisir auprès des membres du réseau.

Documents stratégiques

- Procéder à l'analyse spatiale et valorisation des données géographiques pour les besoins liés à la mise en œuvre de la DCSMM (programme de mesures) ;

- Procéder à l'analyse spatiale et valorisation des données géographiques pour les besoins liés à la mise en œuvre de la DPEM (planification de l'espace maritime, documents stratégiques de façade) ;

- Contriber au projet Carpediem : analyse spatiale des interactions « activités humaines / écosystèmes marins » (lien avec DCSMM et DCPEM).

Relations liées au poste

Relations internes :
Agents de l'antenne Atlantique, des autres services du département milieux marins, du service données, géomatique et informations et plus particulièrement du pôle géomatique « mer et littoral », des PNM de la façade Atlantique et principalement du PNM du bassin d'Arcachon

Relations externes :
Membres du réseau Littoréa, services de l'état ou établissements publics (PREMAR, Préfecture, DREAL, DIRM, DDTM, agences de l'eau, Ifremer, MNHN) et gestionnaires d'AMP, prestataires techniques extérieurs

Profil recherché

Niveau Bac + 5 spécialisé en géomatique

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissances en écologie et écosystèmes marins, aires marines protégées et leur gestion
- Connaissance des référentiels et données en mer
- SIG : Qgis, systèmes de coordonnées, échelle, géotraitements, représentation cartographique, analyses spatiales, métadonnées
- Base de données : SQL, Postgresql/Postgis, Python, gestion des données, règles liées à la diffusion de la donnée, méthodologie

Savoir-faire opérationnel :
- Travailler en équipe
- Modéliser, gérer, administrer, analyser et mettre en forme les données
- Monter et gérer un projet
- Concevoir et produire des cartes
- Animer, dialoguer

Savoir-être professionnel :
- Rigoureux
- Méthodique, organisé
- Autonome
- Adaptable

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPP/GEOA/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 10 septembre 2018

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement
Direction des soutiens directs agricoles (DSDA)

Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil-sous-Bois Cedex

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro - ligne 1 - station Saint-Mandé)

Chef du service des affaires financières et contractuelles (H/F)

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : 18373</td></tr>
<tr><td>Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 2</td><td>Groupe RIFSEEP ASP : 1</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste susceptible d'être vacant / SREPES
Date limite de candidature : vendredi 31 août 2018</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. Elle est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer.

Au sein de l'Agence de services et de paiement (ASP), la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune (PAC) : 370.000 agriculteurs et 9 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier pilier et deuxième pilier de la PAC.

La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage des systèmes informatiques de gestion des aides télépac et ISIS. Ces systèmes d'information sont techniquement développés par un prestataire informatique (MOE : Maitrise d'œuvre), mais leurs développements et leur exploitation sont pilotés par la DSDA (MOA : Maitrise d'ouvrage).

Le poste est basé sur Montreuil (93) avec déplacements ponctuels sur Limoges.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Encadrer le service (3 agents), assurer la mise en œuvre, la gestion et le suivi de la politique et des procédures d'achat dévolues à la direction</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>Sous l'autorité du responsable financier et budgétaire, les missions du titulaire du poste seront les suivantes :
• Piloter les opérations nécessaires à la passation et à l'exécution des marchés publics pour les projets de Maîtrise d'œuvre informatique externe, en lien avec la direction financière, juridique et logistique (DFJL) et la direction de l'informatique et des technologies (DIT),
• Identifier et planifier les procédures d'achat à mener au cours de l'année,</td></tr>
</table>

	• Elaborer les conventions dont la direction assure la mise en œuvre (SIGC-RDR3, IGN notamment), • Piloter les opérations nécessaires à l'élaboration et au suivi de l'ensemble des budgets annuels de l'ordre de 25 à 30 M€ et s'assurer de leur restitution auprès des différentes instances lors du comité de gouvernance des systèmes d'information de l'ASP ou des réunions budgétaires de suivi du programme ISIS, • Elaborer les feuilles de routes « Métiers » annuelles organisées par programme d'opérations et par chantier informatique, avec planification des consommations trimestrielles, • S'assurer des évolutions et mises à disposition des formulaires et notices dans le cadre de la mise en œuvre de la PAC, • Participer au CODIR de la direction. Dans le cadre du contrôle des crédits d'investissements du programme ISIS, le titulaire travaillera en binôme avec le responsable financier et budgétaire qui suivra les aspects techniques et notamment l'évaluation des coûts forfaitaires sur la base des estimations de complexités des travaux informatiques.
Champ relationnel du poste	• Directeur, responsable financier et budgétaire, chefs de service de la direction, • Interlocuteurs internes à l'ASP : o Direction Financière, Juridique et Logistique pour les sujets budgétaires et contractuels, o Direction de l'Informatique et des Technologies pour les marchés mutualisés d'éditeurs de logiciels (Oracle, Esri), • Référent permanent de la direction au comité de gouvernance et de la sécurité des systèmes d'informations
Profil requis pour le poste	• Aptitude au management et à l'animation d'une équipe, • Maîtrise de la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), • Maîtrise de la réglementation en matière de commande publique, • Connaissance des procédures achat et aptitude à la négociation • Capacité à rédiger les cahiers des charges orienté Systèmes d'Information et Communication (AE, RP, CCAP, CCTP, Annexes), à dépouiller les offres, à produire les rapports de présentation pour les instances de décision, • Expérience dans la mise en œuvre de systèmes d'information complexes, • Qualité de restitution, • Méthode et rigueur dans l'exécution des fonctions, • Esprit de synthèse et d'initiative indispensable, • Capacité de négociation, d'anticipation et de gestion des priorités, • Aptitudes fortes à communiquer avec les cadres de la direction, • Maîtrise des outils bureautiques et des outils de gestion de projets,
Personnes à contacter	• Guilhem BRUN, directeur des soutiens directs agricoles (DSDA). Tél : 01 73 02 19 18 (assistante) guilhem.brun@asp-public.fr • Nicolas LEBRAUD, DRH/SEEC Conseiller mobilité carrière à la DRH Tél : 05 55 12 00 64 Candidatures à adresser par courriel à l'adresse suivante : mobilite@asp-public.fr

Catégorie A

Direction Générale des Politiques agricole, agroalimentaire et des territoires
Service Europe et International
Bureau de la Mondialisation et de la Sécurité Alimentaire

Conseiller pour les affaires agricoles en AFRIQUE DE L'OUEST (Nigeria - Lagos) (CEDEAO)

Nature de l'activité :

Sous l'autorité du Chef du Service économique régionale (SER) d'Abuja auprès de l'Ambassadeur, en lien étroit avec le conseiller pour les affaires agricoles en Afrique de l'Ouest basé au SER d'Abidjan, le conseiller pour les affaires agricoles en Afrique de l'Ouest basé au Nigeria (à Lagos) aura pour missions :

- D'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, sur l'évolution de l'agriculture dans les pays de la zone de compétence (Nigeria, Ghana, Sierra-Leone, Libéria, Togo, Bénin, Niger), les orientations de la politique agricole/alimentaire et leurs impacts,
- D'observer activement l'évolution des positions des pays de la zone en matière de politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international et leurs incidences, en lien avec les services économiques de ces pays et régions,
- D'observer l'évolution des positions des pays d'Afrique de l'Ouest (pays membres de la CEDEAO) dont il a la charge, en matière de politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international et leurs incidences, en lien avec les services économiques de ces pays et régions
- De soutenir et promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France auprès des administrations des pays concernés (OMC, PAC, G20, indications géographiques, ODD, Accord de Paris, 4 pour mille…),
- De créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions de la zone de compétence, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs de ces pays, afin de faciliter le dialogue entre les autorités françaises et des pays de la zone de compétence,
- D'identifier des actions de coopération et en assurer le suivi et l'évaluation, en cohérence avec la stratégie Europe et International du MAA,
- De contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et du MAA,
- De favoriser en collaboration avec SOPEXA et le réseau déployé par Business France dans les pays de la sous-région suivis, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec l'administration relevant d'une intervention régalienne et de contribuer à la levée des barrières sanitaires et phytosanitaires et des obstacles techniques au commerce,
- De suivre les orientations de la CEDEAO en matière de politiques agricoles, de développement et de sécurité alimentaire, en lien avec les services du SCAC,
- De représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence,
- De suivre les orientations de la CEDEAO en matière de politiques agricoles, de développement et de sécurité alimentaire, en lien avec les services du SCAC,
- De créer et maintenir des liens avec les autorités de la CEDEAO sur les questions agricoles (y compris son Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation – ARAA basée à Lomé), en lien avec le SCAC.

Qualités requises :

- esprit d'initiative, de synthèse et de rigueur,
- réactivité,
- très bonne maîtrise de la langue anglaise,
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales,
- connaissance de la politique agricole européenne et nationale,
- connaissance des politiques de développement,
- aptitude à travailler dans un pays multiculturel,
- sens des relations humaines et de la négociation internationale.

Durée de l'engagement : 3 ans renouvelable

Date limite de transmission des candidatures : 14 septembre 2018

Personnes à contacter :

FRÉDÉRIC LAMBERT – Chef du service des Europe et International – DGPE – ***01 49 55 46 44***
frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

JEAN-BAPTISTE FAURE – Sous-Directeur International – DGPE - ***01 49 55 45 08***
jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr

LUDOVIC LARBODIERE, Chef du bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire – DGPE - ***01 49 55 48 66***
ludovic.larbodiere@agriculture.gouv.fr
Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : **aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr**

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Mise à disposition auprès de la FAO (Rome)
Coordonnateur/coordonnatrice
du Groupe d'Experts de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition/HLPE

Catégorie : A +
Cotation parcours professionnel : 3
Date de prise de fonctions souhaitée : 1er novembre 2018
Durée d'engagement : 3 ans
Date limite de remise des candidatures : Un mois après la date de publication dans BO AGRI.

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	Le Groupe d'experts de haut niveau (en anglais: High Level Panel of Experts/HLPE) sur la sécurité alimentaire et la nutrition a été établi en 2010 en tant qu'interface science-politique du Comité sur la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA). Le HLPE vise à améliorer la robustesse de l'élaboration des politiques, en fournissant des analyses indépendantes fondées sur des preuves et des conseils à la demande du CSA. Les principales fonctions du HLPE sont les suivantes: - évaluer et analyser l'état actuel de la sécurité alimentaire et de la nutrition et ses causes profondes; - fournir une analyse scientifique fondée sur les connaissances et émettre des avis sur des questions précises concernant les politiques, en mettant à profit les recherches, données et études techniques dont on dispose déjà; - recenser les problèmes d'apparition récente et aider les membres à établir un ordre de priorités pour les actions futures et les questions thématiques essentielles devant mobiliser l'attention. Le HLPE est structuré autour d'un comité directeur composé de 15 experts de renommée internationale, spécialistes de divers domaines liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Par ailleurs, des équipes de projets sont sélectionnées et dirigées par le comité directeur pour analyser des questions précises, posées par le CSA, et écrire un rapport à leur sujet. Le secrétariat du HLPE est la partie du Secrétariat du CSA spécifiquement chargée des activités relatives à la provision d'un soutien approprié au HLPE. Le Secrétariat du HLPE assure un soutien administratif, logistique, scientifique et technique au Comité Directeur du HLPE et aux équipes de Projet. Il est hébergé à la FAO, dans le bureau du Sous-Directeur général du Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs (SDG-AG). Le Secrétariat du HLPE travaille en étroite coordination avec le Secrétariat du CSA et participe à ses travaux en tant que de besoin. Le/la coordonnateur/coordinatrice du HLPE rend compte au Président du Comité Directeur du HLPE pour ce qui recouvre la préparation des rapports du HLPE et tout travail connexe. Il/elle est supervisé/e administrativement par le Sous-Directeur général du Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs (SDG-AG). Le Secrétaire du CSA contribue à l'évaluation annuelle du Coordonnateur/coordinatrice.
OBJECTIFS DU POSTE	Le/la Coordonnateur/coordinatrice est responsable de la planification et de l'organisation du processus de travail du HLPE. En particulier, il/elle assure : - la planification et la coordination quotidienne des activités du HLPE, sous la supervision du Comité directeur, dans le respect du calendrier et des contraintes budgétaires ; - une exécution régulière, diligente et sans heurts du processus d'élaboration des rapports, de la planification à l'exécution et à la réalisation, en veillant et

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">la qualité du processus et des produits sous la supervision du Comité Directeur ;
- la gestion du personnel du Secrétariat ;
- la liaison avec le CSA (Bureau et Secrétariat) pour toute question liée au HLPE.</td></tr>
<tr><td>DESCRIPTION DES ACTIVITES A EXERCER OU DES TACHES A EFFECTUER</td><td colspan="2">Le Coordonnateur du HLPE dirige le Secrétariat du HLPE, et est responsable de la bonne exécution des principales fonctions et activités du Secrétariat, qui comprennent entre autres ce qui suit :
- Gérer le personnel du Secrétariat (2/3 permanents),
- Coordonner le travail des chercheurs et experts (comité directeur, réviseurs, équipes projets, contributeurs bilatéraux) contribuant aux rapports produits par le HLPE
- Mobiliser les services et compétences disponibles au sein de la FAO afin de soutenir, en fonction des besoins, le travail du HLPE,
- Engager et superviser les prestataires de services externes,
- Planifier le budget du HLPE, et veiller à sa bonne exécution.
- Mobiliser les ressources extrabudgétaires nécessaires, gérer le Fonds fiduciaire du HLPE, et assurer la liaison et le suivi avec les donateurs.
- Administrer les appels à candidature d’experts, notamment les procédures de nomination pour le Comité Directeur, les procédures de candidature pour les équipes de projet, et celles concernant la sélection des réviseurs externes, etc.
- Organiser les consultations sur la portée des rapports et sur les avant-projets des rapports et préparer leur synthèse pour le Comité Directeur et les Equipes de Projet.
- Coordonner et assurer la liaison avec le Secrétariat du CSA et le Bureau du CSA pour toute question liée au HLPE,
- Informer les agences romaines des Nations-Unies, la communauté académique, ainsi que les parties prenantes, le cas échéant, sur les travaux du HLPE, et contribuer ainsi à la visibilité et à l’impact du HLPE,
- Surveiller l’impact des rapports.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Secrétariat du Comité de la Sécurité Alimentaire, FAO, PAM et FIDA ; chercheurs du monde entier ; Représentants permanents des pays membres à Rome</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Anglais courant indispensable
- Espagnol, arable, chinois ou russe serait un plus
- Diplôme supérieur en lien avec la sécurité alimentaire, gestion des ressources naturelles, agronomie, économie agricole ou dans une discipline apparentée.
- Expérience dans un des domaines suscités et/ou activités connexes, idéalement attestées par des publications.
- Expérience de travail multisectoriel et pluridisciplinaire
- Expérience en matière de coordination de processus d’expertise collectives, de préférence à l’international, connaissance du monde académique</td><td>- Encadrer, mobiliser et responsabiliser
- Organiser des réunions
- Communiquer, partage des connaissances

-
- Réflexion stratégique
- Efficacité (obtention de résultats, respecter les délais)
- Aptitude à mobiliser des ressources, établir des partenariats</td></tr>
</table>

PERSONNES A CONTACTER	Frédéric LAMBERT – Chef du service Europe et International frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr Ludovic LARBODIERE - Chef du BMSA - Tél. : 01 49 55 48 66, **ludovic.larbodiere@agriculture.gouv.fr** - Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à : Aliocha Nguyen – DGPE – Chargé de mission réseau international aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

OFFRE d'EMPLOI n°18-75-DRE

La Direction de la recherche et de l'expertise de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Le Sambuc (13)
(Station Biologique de la Tour du Valat – Arles (13))

RECRUTE

Secrétaire Administratif(ve) et financier(e) (F/H)

Sous l'autorité hiérarchique de la Coordinatrice du projet européen LIFE *Oxyura* qui vise à l'éradication de l'Erismature rousse (selon les actions du Plan National de Lutte 2015-2025 et la recommandation n°185 de la Convention de Berne), le(la) Secrétaire administratif(ve) est en charge de la gestion administrative et financière du Projet LIFE, porté par l'ONCFS et associé avec la Société Nationale pour la Protection de la Nature (SNPN) à Grand-Lieu.

Il (elle) assure le suivi budgétaire des dépenses, les procédures d'achat, le suivi des frais de déplacement d'une équipe spéciale d'opérateurs de tirs ainsi que des personnes impliquées dans le LIFE. Il (elle) assure la responsabilité de tout compte rendu financier demandé par la Commission Européenne.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1er octobre 2018 – Catégorie B
A pourvoir en Contrat à Durée Déterminée de 3 ans (renouvelable une fois pour 2 ans) – Temps incomplet (50%)

Profil recherché

Un diplôme de niveau IV (Gestion comptable) est attendu pour être rémunéré sur la grille d'emploi de catégorie B
Une expérience dans un poste similaire dans la sphère publique et/ou gestion de projet européen en anglais est souhaitée
Connaissances de la gestion publique, comptable et budgétaire
Forte expérience demandée en gestion de financements et budgets européens type LIFE ou FEDER
Maîtrise des logiciels de bureautique et de la gestion administrative et financière de projets européens
Capacité à anticiper, gérer les priorités et à rendre compte
Bon niveau d'anglais
Esprit d'analyse et synthèse
Aisance relationnelle, goût du travail en équipe, autonomie, rigueur, méthode et organisation

Conditions particulières

Le(a) Secrétaire administratif(ve) et financier(e) recevra une formation auprès de la Direction des Affaires Financières - Département Recettes et Partenariats de l'ONCFS avec qui il (elle) restera toujours en lien étroit.

Activités principales

Préparer et suivre les dossiers administratifs du Projet LIFE *Oxyura* :
Suivre les versements des financements au niveau de la Commission Européenne et de la SNPN • Mettre en œuvre l'ensemble des procédures administratives, comptables et financières du Projet • Suivre le budget et contrôler le respect des dépenses • Réaliser des rapportages financiers, le contrôle de l'éligibilité des pièces comptables du partenaire et la consolidation • Rédiger les rapports administratifs et financiers, les rapports d'activité en anglais et le bilan financier selon les modalités de la règlementation européenne.

Assister la Coordinatrice du Projet LIFE au niveau relationnel, logistique et administratif :
Assurer l'appui et le conseil auprès des personnels techniques et du partenaire • Assurer la coordination avec le partenaire du projet LIFE *Oxyura*, la centralisation et le contrôle des données • Aider à l'organisation des déplacements, réunions et événements particuliers.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Mme Claire PERNOLLET, Coordinatrice du projet LIFE, Ingénieure spécialiste des oiseaux exotiques envahissants, Unité Avifaune Migratrice par téléphone au 06.14.82.15.17 ou par courriel à claire.pernollet@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 1er septembre 2018, -** terme de rigueur - , par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé.

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

24/07/2018

OFFRE d'EMPLOI n°18-78-DRH

La Direction des ressources humaines de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Auffargis (78)

RECRUTE

Gestionnaire de paie - (F/H)

La Direction des ressources humaines (DRH) est composée d'une mission développement RH et de quatre Départements : le Département carrières – effectifs, le Département de la qualité de vie et de la santé au travail, le Département de la formation et le Département des rémunérations.

La DRH gère une masse salariale de 93 M € (82% du budget de fonctionnement) pour 1471 équivalents temps plein (ETP).

Sous l'autorité de la Responsable du département des rémunérations (cinq agents), le (la) Gestionnaire de paie assure la liquidation des traitements et des salaires. Il (elle) procède aux déclarations et participe aux contrôles généraux à mener au titre des contrôles internes et de ceux dits de qualité.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1er octobre 2018

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement - Temps complet – Catégorie B

Profil recherché

Une première expérience significative de gestionnaire de paie est souhaitée.
Bonne connaissance des procédures et de la réglementation en matière de gestion de la paye.
Forte capacité d'adaptation pour intégrer les procédures administratives, l'utilisation des logiciels-métier, le vocabulaire professionnel et le fonctionnement du service.
Maîtrise des procédures administratives de gestion, de la paye et techniques de secrétariat et d'expression écrite et orale.
Capacité à prendre des initiatives et à rendre compte avec pertinence dans le cadre des responsabilités confiées.
Fortes capacités de concentration, exigence, méthode et organisation.
Aisance relationnelle, goût pour le contact humain et patience.

Conditions particulières

Règles de confidentialité et discrétion.
Organisation impérative du temps rythmée par le calendrier de paie

Activités principales

Instruire des dossiers administratifs ou techniques :

Liquider les traitements, les charges sociales et fiscales, les allocations d'aide au retour à l'emploi (ARE) • Préparer et envoyer les attestations de salaires aux CPAM • Finaliser les déclarations des cotisations y compris la DADSU et les dossiers « emplois aidés » • Réaliser des simulations de salaires • Mandater ou émettre des titres de recette • Réaliser des études, regroupements d'informations et analyses nécessaires dans les domaines de compétences du Département • Rechercher des solutions administratives aux problèmes rencontrés par les agents ou services locaux • Instruire les dossiers relatifs au frais de changement de résidence.

Assistance administrative :

Assurer l'information de premier niveau des interlocuteurs internes et externes • Correspondre avec le prestataire chargé de la gestion des dossiers d'ARE • Former les nouveaux agents du Service.

L'agent peut être amené à participer à des actions, ponctuelles ou non, qui concernent les domaines d'intervention de l'ensemble de la direction.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, par téléphone au 01.44.15.17.24 ou par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr

ou

Mme Hervane ROUSSEL, Directrice adjointe des ressources humaines, par téléphone au 01.44.15.17.14 ou par courriel à hervane.roussel@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, au plus tard le 31 août 2018, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé.

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

24/07/2018

OFFRE d'EMPLOI n°18-76-DRE

La Direction de la recherche et de l'expertise de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Nantes (44)

RECRUTE

Opérateur (trice) chargé(e) de la lutte contre l'érismature rousse (F/H)
2 postes à pourvoir

Mission inscrite dans le projet LIFE porté par l'ONCFS *« Oxyura against Oxyura »* visant à éradiquer du territoire métropolitain l'Erismature rousse *(Oxyura jamaicensis*), espèce exotique envahissante, telle que prévue dans le Plan National de lutte 2015-2025, afin de préserver de l'hybridation et la compétition de l'Erismature à tête blanche *(Oxyura leucocephal*a), espèce autochtone en danger d'extinction.

L'opérateur (trice) de lutte est associé(e) à trois autres opérateurs de terrain afin de mettre en œuvre les activités programmées de prospection et de détection, de réaction rapide en vue d'éliminer les oiseaux, d'amélioration des techniques de lutte, et de rapportage des missions dans le cadre du Plan National de Lutte (2015-2025) contre l'érismature rousse dans des conditions optimales de sécurité et de préservation des milieux et des autres espèces.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1er octobre 2018 - Catégorie B
A pourvoir en Contrat à Durée Déterminée de 3 ans (renouvelable une fois pour 2 ans) – Temps incomplet (70%)

Profil recherché

Un diplôme de niveau IV (BAC) dans l'une des spécialités suivantes : gestion et protection de la nature/agriculture est attendu.
Le permis B ou E est indispensable.
La possession du permis de chasser est obligatoire.
Une expérience de l'usage d'armes à feu en conditions de sécurité est souhaitée
Un certificat de nage 50 m est obligatoire et la pratique de la conduite des embarcations nautiques à moteur est un plus
Connaissances en ornithologie et pratiques cynégétiques
Capacité à travailler sur le terrain, y compris en conditions météorologiques difficiles et potentiellement de nuit
Autonomie avec la capacité de travailler en équipe.
Capacité d'adaptation, patience et discrétion.

Conditions particulières

Matériel fourni : vestiaire, chaussures, matériels optique et de tir, moyens de transport et de communication.
Prise en charge par l'ONCFS de tout déplacement en dehors de la résidence administrative (repas, nuitées).
Saisonnalité des activités et du rythme de travail (hiver : affûts de tir périodiques & printemps : conduite, marche et prospections plus intense).
Bonne condition physique – Conduite régulière et quotidienne de véhicules.

Activités principales

Assurer la prospection en Bretagne-Pays de Loire - Améliorer la détection des érismatures rousses :
Mettre en œuvre la prospection des plans d'eau • Assurer le rapportage régulier à la coordinatrice du projet pour une bonne prise en compte de l'effort de prospection • Assurer un contact régulier avec les opérateurs de terrain (naturalistes, chasseurs, gestionnaires) ainsi que les propriétaires fonciers concernés.

Assurer le Tir de destruction - Améliorer la rapidité d'intervention lors du contact ou signalement d'érismatures rousses :
Assurer une réaction rapide d'intervention suivant une procédure établie avec les agents des services départementaux de l'ONCFS • Agir de façon coordonnée et en complémentarité avec les autres agents de l'ONCFS et de la SNPN • Intervenir dans les meilleures conditions pour maximiser l'efficacité et la sécurité de tous et éviter au maximum les dérangements d'espèces patrimoniales • Venir en soutien technique et humain auprès des autres services départementaux de l'ONCFS.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Mme Claire PERNOLLET, Coordinatrice du projet LIFE, Ingénieure spécialiste des oiseaux exotiques envahissants, Unité Avifaune Migratrice par téléphone au 06.14.82.15.17 ou par courriel à claire.pernollet@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, au plus tard le 1er septembre 2018, - terme de rigueur - , par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé.

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

24/07/2018

OFFRE d'EMPLOI n°18-77-DRE

La Direction de la recherche et de l'expertise de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Martigné sur Mayenne (53)

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

RECRUTE

Opérateur (trice) chargé(e) de la lutte contre l'érismature rousse (F/H)
2 postes à pourvoir

Mission inscrite dans le projet LIFE porté par l'ONCFS *« Oxyura against Oxyura »* visant à éradiquer du territoire métropolitain l'Erismature rousse *(Oxyura jamaicensis*), espèce exotique envahissante, telle que prévue dans le Plan National de lutte 2015-2025, afin de préserver de l'hybridation et la compétition de l'Erismature à tête blanche *(Oxyura leucocephal*a), espèce autochtone en danger d'extinction.

L'opérateur (trice) de lutte est associé(e) à trois autres opérateurs de terrain afin de mettre en œuvre les activités programmées de prospection et de détection, de réaction rapide en vue d'éliminer les oiseaux, d'amélioration des techniques de lutte, et de rapportage des missions dans le cadre du Plan National de Lutte (2015-2025) contre l'érismature rousse dans des conditions optimales de sécurité et de préservation des milieux et des autres espèces.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1er octobre 2018 - Catégorie B
A pourvoir en Contrat à Durée Déterminée de 3 ans (renouvelable une fois pour 2 ans) – Temps incomplet (70%)

Profil recherché

Un diplôme de niveau IV (BAC) dans l'une des spécialités suivantes : gestion et protection de la nature/agriculture est attendu.
Le permis B ou E est indispensable.
La possession du permis de chasser est obligatoire.
Une expérience de l'usage d'armes à feu en conditions de sécurité est souhaitée
Un certificat de nage 50 m est obligatoire et la pratique de la conduite des embarcations nautiques à moteur est un plus
Connaissances en ornithologie et pratiques cynégétiques
Capacité à travailler sur le terrain, y compris en conditions météorologiques difficiles et potentiellement de nuit
Autonomie avec la capacité de travailler en équipe.
Capacité d'adaptation, patience et discrétion.

Conditions particulières

Matériel fourni : vestiaire, chaussures, matériels optique et de tir, moyens de transport et de communication.
Prise en charge par l'ONCFS de tout déplacement en dehors de la résidence administrative (repas, nuitées).
Saisonnalité des activités et du rythme de travail (hiver : affûts de tir périodiques & printemps : conduite, marche et prospections plus intense).
Bonne condition physique – Conduite régulière et quotidienne de véhicules.

Activités principales

Assurer la prospection en Bretagne-Pays de Loire - Améliorer la détection des érismatures rousses :
Mettre en œuvre la prospection des plans d'eau • Assurer le rapportage régulier à la coordinatrice du projet pour une bonne prise en compte de l'effort de prospection • Assurer un contact régulier avec les opérateurs de terrain (naturalistes, chasseurs, gestionnaires) ainsi que les propriétaires fonciers concernés.

Assurer le Tir de destruction - Améliorer la rapidité d'intervention lors du contact ou signalement d'érismatures rousses :
Assurer une réaction rapide d'intervention suivant une procédure établie avec les agents des services départementaux de l'ONCFS • Agir de façon coordonnée et en complémentarité avec les autres agents de l'ONCFS et de la SNPN • Intervenir dans les meilleures conditions pour maximiser l'efficacité et la sécurité de tous et éviter au maximum les dérangements d'espèces patrimoniales • Venir en soutien technique et humain auprès des autres services départementaux de l'ONCFS.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Mme Claire PERNOLLET, Coordinatrice du projet LIFE, Ingénieure spécialiste des oiseaux exotiques envahissants, Unité Avifaune Migratrice par téléphone au 06.14.82.15.17 ou par courriel à claire.pernollet@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, au plus tard le 1er septembre 2018, - terme de rigueur - , par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé.

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

24/07/2018

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute
Un chargé mission « Interface Terre-Mer »

Poste de catégorie A à temps complet ouvert :

- aux agents déjà en poste au Conservatoire du littoral ;
- aux agents contractuels en poste dans les établissements relevant du quasi-statut des opérateurs de l'environnement ;
- aux candidats extérieurs (recrutement par la voie contractuelle en CDI).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces naturels du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger 320 000 ha en procédant à plus de 100 000 ha de nouvelles acquisitions. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services centraux sont composés de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (DAFSI), de la direction de la gestion patrimoniale (DGPat) et du secrétariat général (SG).

Description des missions de la DGPat

La DGPat est chargée, en relation avec les délégations de rivages, du pilotage des dispositifs de gestion patrimoniale des sites du Conservatoire.

Elle s'assure que les sites répondent aux exigences fixées par la loi : maintien des équilibres écologiques, qualité paysagère et valorisation du patrimoine naturel et culturel, accessibilité et information du public. Elle est le garant de la qualité des relations conventionnelles avec les gestionnaires et les usagers.

La DGPat est constituée d'une part, en missions thématiques : « patrimoine bâti et culturel », « usages et accueil sur les sites » et « interface terre-mer » et d'autre part, en missions transversales : « coordination scientifique et patrimoine naturel », « gestion - évaluation » et « garderie », ainsi que d'une assistance administrative, financière et documentaire.

Description du poste à pourvoir

Sous l'autorité du directeur de la gestion patrimoniale, le chargé de mission « interface terre-mer » est en charge de l'ensemble des dossiers relatifs à la politique de l'établissement en matière de gestion souple de la bande côtière, de gestion du domaine public maritime attribué ou affecté à l'établissement et en matière de milieux humides et de cycle de l'eau, dans un contexte de changement climatique.

Le Conservatoire est propriétaire de terrains en contact direct avec les milieux marins et il peut être affectataire ou attributaire de portions du domaine public maritime adjacentes, dans une logique de gestion intégrée des zones côtières. Dans le contexte des effets attendus du changement climatique, il doit faire face

à des enjeux particuliers de gestion souple de cette interface terre-mer, en termes d'aménagements côtiers, de biodiversité, de gestion des risques.

De même, le domaine terrestre du Conservatoire est composé à 40% de milieux humides, lagunes, marais, prairies humides, milieux rivulaires, en lien étroit avec le fonctionnement des bassins versants associés, qui nécessitent une approche et une assistance spécifique en matière d'écologie, de partenariats scientifiques et de gestion.

Le poste consiste donc à accompagner les délégations de rivages sur la thématique de l'interface terre-mer dans une logique de gestion intégrée des zones côtières.

Il s'agit de participer, au nom de l'établissement, à des projets démonstratifs, d'assurer des échanges d'expérience interne sur ce thème, de participer aux instances nationales correspondantes et de définir ou mettre à jour des orientations nationales dans ce domaine.

Description des missions

Acquisition et gestion foncière

- Le chargé de mission « Interface terre-mer » suit, en relation avec la DAFSI (service foncier et juridique) et contribue en tant que de besoin, à la mise en œuvre de la politique foncière en matière de domaine public maritime ou fluvial ; il assure avec la DAFSI un lien avec les services ministériels en charge de ces questions ;
- Il établit un recueil de connaissances et procède à la diffusion des enjeux liés à l'érosion et à la submersion marines, en lien avec la DAFSI chargée de la politique foncière correspondante ;
- Il participe aux réunions et aux réflexions nationales relatives à la mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte : mise en place d'un réseau d'observatoires côtiers, expériences de relocalisation foncière, doctrines relatives aux PAPI (plan d'action et de prévention des inondations) …

Gestion intégrée et écologique des rivages

- Il est responsable du suivi des différents aspects de la gestion patrimoniale des espaces de domaine public maritime ou fluvial affectés au Conservatoire du littoral ;
- Il s'assure de la mise en œuvre des obligations de propriétaire du Conservatoire en matière de sécurité des digues et suit l'évolution de la réglementation en matière de sécurité des ouvrages hydrauliques.
- Il coordonne et appuie les délégations dans des opérations expérimentales ou démonstratives sur les sites du Conservatoire en matière de gestion souple de la bande côtière, dépoldérisation, réestuarisation, gestion dunaire dynamique… ; il anime le réseau des agents des délégations de rivages du Conservatoire investis dans ces opérations ; pendant la période de ce projet, il travaille en lien avec l'équipe chargée de la mise en œuvre du programme Ad'apto[1].
- Il anime, en lien avec la DAFSI (service foncier et juridique), la réflexion au sein de l'établissement concernant la conservation et la gestion des zones humides littorales et la contribution de l'action de l'établissement aux objectifs en matière de qualité du cycle de l'eau ; il participe aux côtés de la DAFSI à la coordination des relations entre les délégations de rivages et les agences de l'Eau ; il assure le suivi et le contrôle qualité en matière d'usages et de conventionnement liés à l'eau (pêche notamment).

En outre

- Il met en œuvre les actions décidées par l'établissement dans le cadre de la mission : partenariats scientifiques et universitaires, édition de documents techniques, contenu de documents d'information ou de campagnes de sensibilisation… ;
- Il assure des contacts réguliers avec les réseaux ainsi qu'avec les partenaires administratifs et professionnels concernés, participe aux échanges d'expériences internationaux, notamment au plan européen, sur les thématiques visées ;
- Il participe à l'élaboration des rapports fournis par l'établissement aux tutelles.

[1] Le programme Ad'apto, engagé par le Conservatoire en 2015, bénéficie d'un soutien européen Life jusqu'en 2021. Il consiste à développer dix démarches démonstratives d'une gestion souple du trait de côte et d'assurer la promotion de ces solutions pour l'adaptation des territoires côtiers au changement climatique.

Compétences requises

- Qualifications particulières en matière de gestion intégrée des zones côtières (dont géomorphologie, écologie et sciences politiques) et de risques naturels côtiers ;
- Expérience des problématiques de gestion et d'aménagement des espaces naturels littoraux et en particulier des milieux humides littoraux ;
- Expérience avérée de conduite de projets ;
- Sens du travail en équipe ;
- Capacités pédagogiques, d'organisation et d'animation ;
- Qualités rédactionnelles ;
- Qualités relationnelles reconnues ;
- Maîtrise de la langue anglaise fortement appréciée ;
- Maîtrise des outils informatiques bureautiques ;
- Des compétences techniques en matière de gestion de base de données scientifiques, de systèmes d'information géographique ou d'outils d'infographie seraient appréciées ;
- Permis B indispensable.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le poste est placé sous l'autorité hiérarchique du directeur de la gestion patrimoniale. Il est en relation fonctionnelle avec les autres chargés de mission de la DGPat, les services nationaux DAFSI et SG, les délégations de rivages, le ministère de tutelle.
Relations extérieures : réseaux de gestionnaires d'espaces naturels, notamment des sites du Conservatoire du littoral, services de l'Etat et des collectivités, agences de l'eau, prestataires, …

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A à temps complet ouvert :
- aux agents déjà en poste au Conservatoire du littoral
- aux agents en poste dans les établissements relevant du quasi-statut des opérateurs de l'environnement
- aux candidats extérieurs (recrutement par la voie contractuelle en CDI).

De nombreux déplacements sont à prévoir dans les régions littorales et à Paris.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **dès que possible**. Il est localisé à Rochefort (17).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les candidatures (CV+ lettre de motivation) sont à adresser **au plus tard le 24 août 2018 ;**

Soit par courrier :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
A l'attention du service des ressources humaines
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques : offres d'emplois

Renseignements sur le poste *(aucune candidature ne doit être envoyée à cette adresse)* :
Patrick BAZIN, directeur de la gestion patrimoniale, Tel 05 46 84 72 85
Courriel : p.bazin@conservatoire-du-littoral.fr

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute
un assistant administratif en charge des marchés publics (cat. B) à temps complet (H/F) à Rochefort
au sein de la commande publique au Secrétariat général

Poste ouvert aux agents de catégorie B :

Poste à temps complet accessible : - aux fonctionnaires en détachement (contrat de détachement de 3 ans) ; - aux agents contractuels en CDI déjà en poste au Conservatoire du littoral ou dans un établissement relevant du quasi-statut (décret n°2016-1697).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger 320 00 ha en procédant à plus de 100 000 ha de nouvelles acquisitions. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie environ 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral en métropole et outre-mer. Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services du siège national du Conservatoire du littoral comprennent une soixantaine d'agents. Ils rassemblent la direction de l'établissement (localisée à Paris et Rochefort), le secrétariat général, la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, la direction de la gestion patrimoniale.

L'équipe de la commande publique assure les phases de conseil en amont des consultations, de rédaction, de publicité et d'attribution des procédures de commande publique et leur exécution administrative (avenants).

<u>Description des missions</u>

L'assistant administratif vérifie au plan réglementaire et administratif les procédures de commande publique à privilégier et rédige les pièces administratives à l'aide d'un logiciel dédié.

A ce titre, il exerce les activités principales suivantes :
- réalisation des engagements dans le logiciel GBCP ;
- Examen des devis, des cahiers des charges en partenariat avec le service prescripteur ;
- rédaction et validation des pièces administratives des marchés à l'aide du logiciel dédié ;
- rédaction et diffusion des avis d'appel public à concurrence selon la procédure adoptée ;
- participation à l'optimisation des achats (négociation, plan d'actions achats, sourcing achats…) ;
- participation à la rédaction des guides de procédures visant à la sécurisation des processus ;
- contrôle des rapports d'analyse des offres ;
- organisation et tenue des commissions internes des marchés ;
- constitution des dossiers pour le contrôleur budgétaire de l'établissement ;
- notification des marchés ;

- gestion des avenants ;
- archivage périodique.

Ces activités s'inscrivent dans l'organisation et le fonctionnement actuel du service. Elles sont ainsi susceptibles de faire l'objet d'une évolution ultérieure ou d'un ajustement dans le cadre des missions du secrétariat général.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

L'assistant administratif est placé sous l'autorité hiérarchique du secrétaire général. Il est en relation fonctionnelle avec les délégations de rivages et les services centraux de l'établissement.
En externe, il est en relation avec le contrôle budgétaire, la Direction des achats de l'Etat et les prestataires de services et de travaux.

Profil et compétences requises

- Connaissances de la réglementation des marchés publics et de la comptabilité publique souhaitées ;
- Compétences d'acheteur public appréciées, notamment dans la démarche de plan d'actions achats ;
- Capacités d'organisation, de rigueur et de méthode requises ;
- Qualités relationnelles et sens du travail en équipe requises ;
- Maîtrise de l'outil informatique souhaitée (Excel, Word, Win-M9, PLACE, SIS-M@rchés ou ORME apprécié).

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet accessible uniquement à des agents de catégorie B :
- aux fonctionnaires en détachement (contrat de détachement de 3 ans) ;
- aux agents contractuels en CDI déjà en poste au Conservatoire du littoral ou dans un établissement relevant du quasi-statut (décret n°2016-1697).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **dès que possible.**
Il est localisé à Rochefort (17).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation + dernier arrêté de situation administrative pour les agents fonctionnaires) sont à faire parvenir au plus tard **le 30 août 2018** :

Soit par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
http://www.conservatoire-du-littoral.fr// – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste

Emmanuelle TERNY, responsable du SRH e.terny@conservatoire-du-littoral.fr
Valérie PANZA, adjointe de la responsable du SRH v.panza@conservatoire-du-littoral.fr
(pas de dépôt de candidature à ces adresses)

Collaboratrice(eur) Gestion Financière
Services financier et logistique

Poste à temps plein de catégorie B, ouvert aux fonctionnaires des différentes fonctions publiques et par dérogation aux agents sous-quasi statut CDI du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire (à temps plein).

Il est basé à Nice sous l'autorité de la Secrétaire générale et de la responsable du Pôle Ressources Financières.

Il est à pourvoir à compter du 1er novembre 2018.

La date de clôture des candidatures est fixée au 31 août 2018.

1. CADRE GÉNÉRAL DU POSTE :

Le Parc national du Mercantour est géré par un établissement public à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du ministère chargé de l'environnement.

Son budget annuel est de l'ordre de 6,5 millions d'euros en fonctionnement et investissement. L'équipe de direction est composée d'un directeur, d'un directeur adjoint, de trois chefs de services transversaux (service Connaissance et gestion du patrimoine, service Sensibilisation et valorisation du territoire, Secrétariat Général) du chef de la cellule Système d'information et de cinq chefs de services territoriaux (Vésubie, Roya/Bevera, Tinée, Haut Var, Ubaye/Verdon).

L'établissement compte 80 agents permanents répartis entre le siège (45%) et le territoire du Parc (55%).

Le poste ouvert est rattaché au Secrétariat général chargé de l'ensemble des fonctions soutien de l'établissement. Ce service est organisé autour de trois pôles : pôle ressources financières, pôle ressources humaines, pôle logistique/immobilier.

Au sein du pôle ressources financières, le collaborateur (trice) de gestion financière est chargé(e) d'assurer, pour le compte des différents services dépensiers de l'établissement, l'engagement, la liquidation, le mandatement des dépenses de l'établissement ainsi que les titres de recettes divers.

Il / elle travaillera sous l'autorité de la responsable du pôle ressources financières, en lien étroit avec le responsable du Pôle logistique et immobilier.

2. MISSIONS

2.1 Sous l'animation de la responsable du Pôle Ressources financières, il / elle assure le suivi administratif et financier des achats logistiques de tout l'établissement

- En lien étroit avec le pôle logistique / immobilier, il assure le suivi administratif et budgétaire des segments d'activités liés à l'habillement, aux matériels divers, à l'équipement des agents, à la flotte automobile (etc) ;

- Suit et gère l'exécution des achats en terme de commandes (engagements juridiques), de livraisons (services faits) et de paiements (demandes de paiement) ;
- Assure le suivi budgétaire et comptable dans l'outil AGE ;
- Est aussi responsable de la gestion des fournitures administratives, produits d'entretien courant... (suit le marché public correspondant, centralise les besoins en fournitures courantes, passe les commandes, les réceptionne et les répartit ; actualise les tableaux de bord) ;

2.2 Sous le contrôle de la responsable du Pôle Ressources Financières et en collaboration avec la gestionnaire financière, il assure :

- Le contrôle de la validité des pièces justificatives ;
- Le contrôle et la saisie des factures, des services faits et des demandes de paiement et des notes de frais des différents services de l'établissement ;
- La gestion et le suivi annuel / pluri-annuel des engagements juridiques et des titres de recettes ;
- Le classement et l'archivage des pièces et documents comptables ;
- Les opérations de clôture des exercices comptables (charges à payer, calcul des amortissements, provisions, écritures de stock) ;
- L'intérim de la gestion financière en cas d'absence de la gestionnaire financière en charge du GECT (Groupement européen de coopération territoriale « Parc européen – Parco europeo Alpi Marittime Mercantour ») ;

2.3 Gère les relations avec les fournisseurs et les agents du Parc :

- Renseigne les agents de l'établissement sur les niveaux de consommations des crédits de leurs services ou de leurs projets ;
- Renseigne les fournisseurs sur le suivi des engagements juridiques ;
- Conseille les services et agents de l'établissement sur les procédures comptables et budgétaires.

3. COMPÉTENCES REQUISES :

3.1 Savoirs, connaissances :

- Fonctionnement d'un établissement public administratif ;
- Règles de la gestion budgétaire et comptable publiques (GBCP) ; comptabilité M14
- Règles de la commande publique ;
- Logiciels de comptabilité publique (idéalement AGE - Admillia);
- Bureautique / base de données sous libre office;

3.2 Savoir être, qualités, attitudes/comportements :

- Autonomie et réactivité ;
- Sens de l'organisation, de la gestion du temps et des priorités ;
- Grande rigueur nécessaire ;
- Aptitude au travail en équipe.

3.3 Exigences du poste :

- Présence exigée lors des périodes de programmation budgétaire et de clôture des comptes (opérations de fin de gestion) ; quelques déplacements possibles sur le territoire.

4. MODALITÉS DE RECRUTEMENT :

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, sa date de disponibilité ainsi que son statut et sa rémunération actuelle (indiciaire + primes).

Les dossiers de candidature seront adressés par voie électronique exclusivement **avant le 31 août 2018 (17 heures)** à :

La responsable du Pôle Ressources Financières :
Sandra.ballester@mercantour-parcnational.fr

La secrétaire Générale :
Marie-pierre.euzenot-furthauer@mercantour-parcnational.fr

L'assistante RH :
Danielle.lalaas@mercantour-parcnational.fr

Les candidats pré-sélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature lors d'un entretien individuel au siège de l'établissement dans la première quinzaine de septembre 2018.

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez contacter :

Mme Marie-Pierre EUZENOT-FÜRTHAUER
Secrétaire générale
Tél. : 04 93 16 50 82

Mme Sandra BALLESTER
Responsable du pôle ressources financières
Tél. : 04 93 16 56 99

Parc national de La Réunion

N° 74/2018

Catégorie
Parc national de La Réunion

Fonction : Adjoint-e au responsable de secteur (secteur Sud)

Corps/Grade : poste de catégorie A ouvert aux personnels titulaires (par voie de détachement sur contrat d'une durée de 3 ans) ou aux personnels contractuels de la fonction publique d'État, territoriale ou hospitalière ayant une solide expérience en matière de gestion et d'accompagnement de projets de développement territorial.

Poste vacant à compter du : 1er septembre 2018

Contexte

Le Parc national de La Réunion, créé par le Décret 2007-296 du 5 mars 2007, est géré par un établissement public à caractère administratif placé sous tutelle du ministre chargé de la protection de la nature.

La création du Parc national répond à la volonté de préserver un environnement remarquable en prenant en compte les particularités locales. Le patrimoine naturel réunionnais se caractérise par un volcanisme encore actif, un endémisme très important et une grande palette d'habitats, de paysages minéraux ou végétaux, qui ont justifié l'inscription des Pitons, Cirques et Remparts de l'Ile de La Réunion sur la Liste du patrimoine mondial par l'Unesco, comprenant notamment l'intégralité du cœur du parc national complété de quatre sites particuliers.

Dans le contexte de l'île qui connaît une pression démographique et urbaine forte, l'établissement public a un rôle de premier plan à jouer dans la préservation et la mise en valeur d'un ensemble unique marqué par la richesse de la biodiversité et des habitats rares, mais aussi dans la mise en œuvre d'un développement durable des territoires ruraux dans l'aire d'adhésion.

La problématique du Parc national s'inscrit dans la reconnaissance d'une combinaison étroite entre la nature et la culture. La mission de l'établissement public consiste à développer la connaissance du patrimoine naturel et culturel, à travers des inventaires notamment, à assurer une gestion conservatoire des milieux et des espèces grâce au dialogue mené avec les différents acteurs concernés et à la surveillance, à accueillir les publics, et plus largement, à mener des actions de sensibilisation à l'environnement.

L'établissement public doit faire vivre et animer le projet de territoire défini par la Charte du parc national (approuvée par décret le 21 janvier 2014), en coordonnant les actions qui auront été définies avec les différents partenaires. Il a ainsi un rôle d'appui et de conseil auprès des collectivités territoriales, et particulièrement des communes adhérentes à la Charte, pour promouvoir la prise en compte du patrimoine dans le cadre des politiques locales d'aménagement et de développement durable.

L'établissement public Parc national est composé d'un siège (direction, secrétariat général, trois services techniques), basé à la Maison du parc à la Plaine des Palmistes et de quatre services territoriaux dits « secteurs », installés à la Plaine des Palmistes (Secteur Est), Trois-

Parc national de La Réunion
258 rue de La République • 97431 Plaine des Palmistes
Tél. +262 (0) 262 90 11 35 • Fax: +262 (0) 262 90 11 39
www.reunion-parcnational.fr • contact@reunion-parcnational.fr

Bassins (Secteur Ouest), Petite Ile (Secteur Sud) et Saint-Denis (Secteur Nord).

Le Parc national compte ainsi environ 35 agents au siège et une cinquantaine d'agents, assurant majoritairement des missions de terrain, dans les secteurs.

Nature de l'activité

Sous l'autorité du responsable territorial du secteur Sud, l'adjoint-e participe au bon fonctionnement de l'antenne Sud basée à Petite-Ile dont le champ d'action couvre le territoire des communes de Saint-Louis, de Cilaos, du Tampon, de Saint-Pierre, de l'Entre-Deux, de Saint-Joseph, de Petite-Ile et de Saint-Philippe.

Missions

Principales :

- il/elle accompagne les partenaires (communes, SGH, élus, habitants, professionnels,) dans la construction de projets collectifs ou individuels en cohérence avec une politique de développement durable promue par le Parc national (plan de de conservation, portes et chemins de découverte du parc national, marque Esprit Parc national, …) ;
- il/elle assiste le responsable de secteur dans la définition de la déclinaison locale des priorités du plan d'action de l'établissement ;
- il/elle appui le responsable de secteur dans le dialogue territorial avec les acteurs locaux (associatifs, économiques,…) ;
- Il/elle instruit les demandes d'avis sur les documents de planification et d'aménagement (PLU, SCOT, Aménagement forestier ...) ;
- il/elle coordonne l'instruction des demandes d'avis ou d'autorisations du secteur en lien fonctionnel avec les services techniques du siège ;
- il/elle organise, anime ou participe à des groupes de travail et des commissions où il/elle représente l'établissement sur les sujets touchant à ses dossiers et missions. Le cas échéant il/elle rend compte des travaux auprès du responsable de secteur ;
- Il/elle coordonne des études (stagiaires) et rédiges des cahiers des charges pour des missions d'analyse, d'expertise ou de conseil.

Par délégation du responsable de secteur :

- il/elle peut être chargé-e du pilotage ou du suivi de projets et d'actions spécifiques au secteur ;
- il/elle peut être chargé-e d'encadrer des missions d'analyse, d'expertise et de conseil réalisées par les agents de secteur ;
- il/elle peut être référent-e de secteur sur une thématique (culture, paysage, interprétation,…).

Par délégation de la Direction :

- il/elle peut être chargé-e d'une mission transversale à l'échelle de l'établissement sur une thématique en lien avec son profil ;
- il/elle peut être chargé-e de contribuer en tant que pilote ou membre d'une équipe projet.

Par intérim en l'absence du responsable de secteur :

- il/elle organise et coordonne la mise en œuvre des actions sectorielles du programme

d'action pluriannuel de l'établissement ;
- il/elle assure le pilotage et le suivi de projets et d'actions spécifiques au secteur ;
- il/elle assure l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'équipe du secteur, pour la bonne exécution de l'ensemble des missions ;
- il/elle assure l'encadrement des missions d'analyse, d'expertise et de conseil réalisées par les agents de secteur ;
- il/elle assure, en relation avec le technicien d'encadrement, l'encadrement de l'équipe du secteur. Il/elle organise, suit et évalue les actions réalisées par les personnels du secteur ;
- il/elle coordonne en lien avec le/la chargé-e de mission dédié, l'évaluation de la mise en œuvre des actions du secteur sur le territoire et le suivi de l'activité des personnels ;
- il/elle assure l'animation territoriale de la Charte ;
- il/elle est responsable de site, il/elle organise le fonctionnement matériel et logistique du secteur en lien avec le secrétariat général ;
- il/elle participe aux réunions du CODIR.

Compétences requises :

Connaissances :
- Capacité d'analyse, de synthèse, de rédaction, de présentation et de suivi.
- Connaissances des outils administratifs, juridiques et financiers (notamment des dispositifs et programmations financières européennes) en vue de montage de dossiers techniques ;
- Connaissance fine du territoire, des enjeux environnementaux, du contexte socio-économique.
- Connaissances du droit et de la réglementation
- Forte sensibilité aux enjeux de conservation des milieux naturels et d'aménagement du territoire à La Réunion

Savoirs faire :
- Expérience en management et encadrement d'équipe pluridisciplinaire
- Capacité d'animation et de mobilisation des réseaux de partenaires
- Expérience du dialogue territorial et du développement local à La Réunion.
- Conduite de projets

Savoir-être :
- Dynamisme et sens de l'initiative
- Rigueur et simplicité
- Disponibilité et réactivité
- Goût pour le travail en équipe, sens de l'écoute, de la médiation et de la pédagogie ;
- Bonne condition physique

Conditions et moyens d'exercice :
- Permis B **indispensable**
- Une formation de niveau BAC+5, administrative ou technique en rapport avec le profil du poste est requise.

Localisation du poste

La résidence administrative est située à Petite-Ile (La Réunion).

Dossier de candidature et date limite de candidature :
La candidature composée d'une lettre de motivation et d'un curriculum vitae accompagnée de la dernière décision ou arrêté de situation indiciaire pour les candidats fonctionnaires est à transmettre à :

- soit par voie postale à Monsieur le Directeur du Parc national de la Réunion, 258 rue de la République – 97431 La Plaine des Palmistes

- soit par courriel **exclusivement** à l'adresse suivante : contact-rh@reunion-parcnational.fr, avec demande d'accusé de réception automatique.

La date de disponibilité du candidat devra être précisée.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **14 août 2018 dernier délai.**

Personnes à contacter pour information :

- Monsieur Fabrice BOYER - responsable du secteur Sud : **06 92 27 65 00**
fabrice.boyer@reunion-parcnational.fr

- Monsieur Julien DELMAS-DENIAU - secrétaire général adjoint - RRH :
julien.delmas-deniau@reunion-parcnational.fr